

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 13/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/05/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PRAXY DEVELOPPEMENT**

2 place de l'Europe  
38070 St Quentin Fallavier

Références : 20260513-RAP-63-0401-Inspection-Celosia.odt  
Code AIOT : 0100037547

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2026 dans l'établissement PRAXY DEVELOPPEMENT implanté 11 Route du Mas de Bessat 03500 Saint-Pourçain-sur-Sioule. L'inspection a été annoncée le 01/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PRAXY DEVELOPPEMENT
- 11 Route du Mas de Bessat – 03500 Saint-Pourçain-sur-Sioule
- Code AIOT : 0100037547
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Celosia de Saint-Pourçain-sur-Sioule a été autorisé par arrêté préfectoral du 17 octobre 2024. Le site a été construit sur l'année 2025 et est entré en phase de mise en service industrielle le 11

mars 2026. La mise en service industrielle devrait être prononcée avant la fin du mois de mai 2026. Le site produit du CSR (combustible solide de récupération) à partir de 3 types de déchets que lui apportent d'autres sites du groupe Praxy Développement:

- DEA (déchets d'équipement et d'ameublement)
- DIB (déchets industriels banaux)
- RB (refus de broyage)

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Équipement sous pression
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 6.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 6.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
4	Ilottage	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 2, 9.II, 12-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Accessibilité des engins de secours	Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 6.1.5	Demande d'action corrective	6 mois
7	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 6.2.4	Demande d'action corrective	12 mois
9	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 6.3.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
12	Séparation des réseaux, rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 3.2, 3.3.1	Demande d'action corrective	3 mois
13	Surveillance bruit, mesure d'atténuation	Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 5.1.2, 5.1.5	Demande d'action corrective	6 mois
15	Procédure en cas de défaut de tri	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 8	Demande d'action corrective	3 mois
16	PAC admission ISDND des refus de tri	Décision du Conseil du 19/10/2002, article 2.2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 6.1.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 6.1.6	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 6.3.1	Sans objet
10	Dépoussiérage	Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 2.1.1	Sans objet
11	Points de rejet atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 2.1.2, 2.1.3	Sans objet
14	Centrale d'air comprimé	Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 6.2.6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est concentrée sur les moyens de détection et d'extinction automatique en propre du site ainsi que la DECI.

Globalement ce qui a été mis en place dans ce domaine est plus complet que ce qui est prévu dans l'arrêté préfectoral (doublement de toutes les caméras en flux vidéo et infrarouge, multiplication par 4 du volume d'eau pour la DECI avec mise en place de 3 poteaux incendie, atomisation sur les 3 halls qui réduit le risque ATEX). Un avis du SDIS sera néanmoins nécessaire.

L'organisation des stockages du hall amont a été revue pour des questions opérationnelles par rapport à ce qui est prévu dans l'AP. Il est donc demandé à l'exploitant un porter-à-connaissance de l'ensemble des modifications apportées au site durant la construction (incluant les modifications sur la défense incendie).

De manière plus immédiate, il est également demandé à l'exploitant de faire une proposition d'organisation du hall amont répondant aux exigences de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023. Une fois cette organisation validée par l'inspection, elle sera mise en place puis incorporée au porter-à-connaissance.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 6.1.1	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
Bâtiment/local	Dispositions constructives
	<b>Local, sol, toiture</b>
Bâtiment de fabrication	5 tourelles de ventilation dont les caractéristiques sont des émissions sonores de 84 dB à 3 m au maximum pour chacune d'elles.
Locaux techniques (utilités du hall process)	- 1 atelier / magasin

	- 1 local transformateur HTA/BT - 1 local HT et TGBT - 1 local compresseur et accumulateur
Bâtiment administratif	Bâtiment séparé du bâtiment de fabrication. Pas de dispositions constructives particulières.
<p>Les bâtiments abritant des déchets combustibles ou inflammables ont une structure présentant :  une résistance au feu au moins R15 ;  une toiture au moins BROOF T3.  Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe au moins A2 s1 d0.  Les éléments de support de couverture sont construits en matériaux de classe au moins A2 s1 d0.</p> <p>Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	
<b>Constats :</b>  Les justificatifs des caractéristiques constructives n'ont pas été fournies pendant l'inspection.	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant fournira les justificatifs de la résistance au feu au moins R15 du bâtiment et au moins BROOF T3 de la toiture.</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective	
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois	

## N° 2 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 6.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque hall est équipé de lanterneaux d'une superficie de 4,67 m <sup>2</sup> qui s'ouvrent automatiquement lorsque l'alarme incendie se déclenche : - 10 pour les halls amont et process ; - 6 pour le hall aval. Ils sont entretenus et testés à fréquence annuelle.
<b>Constats :</b>  Les dispositifs de désenfumage sont bien présents. Ils sont vérifiés annuellement par Nationale Incendie. Leur déclenchement est consécutif d'une détection à la fois flamme et chaleur par les détecteurs infrarouges.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Organisation des stockages**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 6.1.3	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation des stockages	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
Stockage	Dispositions spécifiques
	Nature des produits stockés
Hall amont	Zone de déchargement sur laquelle le contrôle visuel a lieu
Zone de réception des déchets	
Zone de stockage entrée matière RB légers	Rebus de broyage (RB) légers
Zone de stockage entrée matière DEA	Déchets d'éléments d'ameublement (DEA)
Zone de stockage entrée matière DIB	Déchets industriels banaux (DIB)
Zone de mélange	Mélange de différentes matières entrantes composant le CSR.
Stock > 90 mm	Stock de produits extraits lors du tri granulométrique dans la trommel du hall process qui sont également écartés pour être réinjectés en début de process.
Stock vrac refus	Stock de produits trop gros extraits dans le hall process lors du tri dans le séparateur aéraulique et écartés afin d'être réinjecté en début de process pour passer à nouveau par le broyeur.
Armoire de sécurité	Déchets dangereux réceptionnés à la suite d'erreurs de tri en amont
Hall process	1 benne de 30 m <sup>3</sup> ou des bigbags
Inerte 0/2	
Inerte 2/10	1 benne de 30 m <sup>3</sup>

Inerte >10	1 benne de 30 m <sup>3</sup>
Plastiques non conformes (PVC notamment)	1 benne de 30 m <sup>3</sup>
Hall aval	Stockage CSR avant départ
Bennes FMA pour CSR	
Zone de stockage CSR	Stockage tampon du CSR au cas de dysfonctionnement ou d'absence de bennes FMA
Extérieur	Gazole non routier (GNR)
Stockage GNR	

L'ensemble des procédés et des stockages tampons est réalisé à couvert dans le bâtiment d'exploitation évitant tout risque de lessivage ou lixiviation des déchets en présence.

#### Constats :

L'exploitant n'a pas mis en place l'ilotage prévu dans son arrêté préfectoral, pour des raisons opérationnelles, des zones de stockage des RB, DEA et DIB entrants. En effet, ces 3 typologies de déchets sont regroupées dès réception au plus proche de la pelle grappin, pour mélange et alimentation du broyeur, ce qui permet une meilleure efficacité.

Le volume de déchets restants dans le hall amont en fin de journée est limité, mais n'est pas nul, pour permettre la reprise de l'activité le lendemain sans attendre les premières livraisons.

La cuve GNR en extérieur n'est pas sur rétention.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

**L'exploitant devra déposer un porter-à-connaissance sur l'ensemble des modifications apportées lors de la construction, avec un avis du SDIS validant les ajustements sur la protection incendie. La venue du SDIS en juin pourra utilement être mise à profit dans cet objectif.**

**La cuve de GNR sera placée sur une rétention égale à sa capacité de stockage.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 4 : Ilotage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 2, 9.II, 12-1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Ilotage

**Prescription contrôlée :**

**Article 2:**

Ilot : zone délimitée par des parois ou par un marquage au sol, dont la surface au sol n'excède pas 500 m<sup>2</sup>.

Zone de réception de déchets : zone dans laquelle les déchets sont réceptionnés par l'installation en vue d'une gestion ultérieure. Les zones qui ne sont pas vidées au moins quotidiennement et qui ne sont pas vides en dehors des heures d'exploitation de l'installation ne sont pas des zones de réception de déchets, mais sont des zones susceptibles de contenir des déchets.

Zone susceptible de contenir des déchets : à l'exception des zones d'entreposage en silo ou cuve fermés et fixes et des zones de réception de déchets définies ci-dessus, les zones susceptibles de contenir des déchets sont :

- les zones de dépôt de déchets conditionnés ou en vrac ;
- les zones de tri et de traitement des déchets.

**Article 9.II:**

Dans les zones susceptibles de contenir des déchets, les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots.

La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.

La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.

Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.

**Article 12-1:**

Zone d'entreposage tampon du processus de tri.

Les zones d'entreposage tampon du processus de tri manuel ou mécanisé se composent de deux types de zones :

- les zones d'entreposage temporaire en amont du tri ;
- les zones d'entreposage temporaire sous cabine de tri.

Toute zone d'entreposage temporaire en amont du tri est d'un volume maximal de 20 m<sup>3</sup> et respecte l'une des deux conditions suivantes :

- elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ;
- elle est munie d'un système d'extinction automatique.

Toute zone d'entreposage temporaire sous cabine de tri est d'un volume maximal de 120 m<sup>3</sup> et respecte l'une des deux conditions suivantes :

- elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ;
- elle est munie d'un système d'extinction automatique.

Les bâtiments ouverts ou fermés dans lesquels sont situées des zones d'entreposage tampon du processus de tri sont munis d'un système de détection automatique et d'alarme incendie.

**Constats :**

Les déchets stockés dans le hall amont le sont en vrac, les 3 typologies de déchets (DEA, DIB, RB) regroupées au plus proche de la pelle grappin réalisant le mélange.

Aucun îlotage (avec marquage au sol) n'a été réalisé.

Notamment, lors des livraisons les déchets sont déposés dans une zone plus proche des portes servant à la livraison qui n'est pas non plus matérialisée.

À noter que chaque îlot doit mesurer maximum 500 m<sup>2</sup> et être séparé des autres îlots par des allées d'une largeur d'au moins 5 m.



Enfin, la zone de mélange pour l'alimentation du broyeur peut-être assimilée à une zone d'entreposage temporaire sous cabine de tri. Auquel cas son volume maximum est fixé à 120 m <sup>3</sup> .
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant prendra en considération les contraintes de stockage de l'arrêté ministériel pour faire une proposition d'ilotage (par marquage au sol) permettant d'y répondre.</b> <b>Il pourra par exemple distinguer la zone de réception (sur laquelle le contrôle visuel est réalisé) vidée en dehors des heures ouvrées, la zone de stockage vrac et la zone de mélange.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Accessibilité des engins de secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 6.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité des engins de secours
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie engins. Celle-ci doit être conçue de manière à ne pas être exposée au flux thermique (3 kW/m <sup>2</sup> ) et obstruée par l'effondrement des structures ou occupée par les eaux d'extinction. En l'occurrence, un accès réservé aux services d'incendie et de secours est réalisé à l'ouest de la parcelle, proche du bassin de rétention. Une matérialisation des aires de stationnement des engins (8 m x 4 m) est réalisée. Une voie de pompage est disponible à proximité du bassin de rétention.  L'accueil des secours sera assuré en tout temps.
<b>Constats :</b>  L'accès pompier à l'ouest de la parcelle n'a pas été réalisé car 3 bouches incendies branchées directement sur le bassin de réserve incendie ont été implantées de façon à couvrir l'ensemble du site (voir point de contrôle numéro 3). Il n'est plus nécessaire pour les pompiers de venir se stationner à proximité immédiate du bassin. Les aires de stationnement pompier ne sont pas encore réalisées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Les marquages au sol au niveau des poteaux doivent être réalisés.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 6 : Confinement des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 6.1.6
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction est de 722 m<sup>3</sup>. Ce volume doit être disponible en tout temps.</p> <p>Ce bassin sert aussi de réserve incendie pour un volume de 180 m<sup>3</sup>. Le volume total du bassin de rétention doit être au minimum de 902 m<sup>3</sup> sans toutefois que la quantité d'eau présente descende en dessous de 180 m<sup>3</sup> en fond de bassin.</p> <p>Ce bassin a également la fonction de collecte des eaux pluviales de voirie. Le volume libre de 722 m<sup>3</sup> est suffisant pour réguler le débit en cas d'orage pour une période de retour 10 ans.</p> <p>Le creux de ce bassin correspondant au volume de 180 m<sup>3</sup> est matérialisé et ne peut être dépassé. Dans ces conditions, le rejet au milieu naturel doit être facilement obturable et l'organe de manœuvre facilement identifiable, même en conditions nocturnes.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bassin de 902 m<sup>3</sup> (dont 180 m<sup>3</sup> de réserve incendie) permettant la collecte des eaux potentiellement polluées et servant de réserve incendie n'a pas été mis en place.</p> <p>L'exploitant a opté pour la mise en place de deux bassins:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un bassin de récupération des eaux de toitures de 739 m<sup>3</sup> dédié à la défense incendie;</li> <li>- un bassin de rétention des eaux potentiellement polluées de 1056 m<sup>3</sup>, muni d'une obturation.</li> </ul> <p>L'inspection a mis en garde l'exploitant sur une possible ruine du bassin de 739 m<sup>3</sup> en cas de débordement. En effet, la hauteur maximale du remplissage est très proche de la hauteur de débordement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Mesures de maîtrise des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 6.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un système de management environnemental (SME) conformément au I de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.</p> <p>Une étude technique démontrant que les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (mur, toiture, poteau, poutres) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les halls avoisinants et ne favorisant pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur est réalisé sous un an après le démarrage du site.</p> <p>Sont considérées comme mesures de maîtrise des risques les mesures figurant au paragraphe 7 « Mesures de prévention et de protection du site » de l'étude de dangers.</p> <p>Un pré-zonage ATEX est réalisé lors de la conception et la signalétique est mise en place avant le</p>

<p>démarrage du site. Ce zonage est mis à jour dans l'année qui suit le démarrage de l'activité en fonction du retour d'expérience réalisé. Dans les zones ATEX, les équipements sont conformes à la réglementation ATEX.</p> <p>Les prescriptions de l'article 6.2.1 sont réévaluées à l'issue de cette mise à jour.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant envisage une triple certification ISO9001, ISO14001 et ISO45001 à l'horizon 2027.</p> <p>L'étude technique n'a pas été fournie pendant l'inspection.</p> <p>Le pré-zonage ATEX n'a pas été réalisé mais l'exploitant indique qu'avec un système d'atomisation permettant d'abattre les poussières étendu à l'ensemble du site, le risque ATEX est limité à quelques zones (évent cuve GNR, zone de stockage de solvants/aérosols...). Le zonage ATEX définitif sera directement réalisé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Une étude technique démontrant que la ruine d'un élément n'entraîne pas la ruine de la structure du bâtiment sera transmise sous 3 mois à l'inspection.</b></p> <p><b>Le zonage ATEX définitif sera mis en place sous 3 mois.</b></p> <p><b>La certification ISO14001 sera acquise sous 1 an.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 12 mois</p>

#### N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 6.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre.</p> <p>La défense intérieure est constituée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>d'un réseau de 4 RIA dans chacun des 3 halls permettant que tout point de la surface des locaux soit couvert par au moins 2 jets. Chaque RIA a un débit de 9 m<sup>3</sup>/h pendant 20 minutes ;</li> <li>d'un système de déluge au niveau du broyeur et du convoyeur dans le hall amont, du tri granulométrique (trommel), du tri par séparateur aéraulique et du granulateur dans le hall process. Le débit est de 12,5 litres/min/m<sup>2</sup> sur la surface des équipements à risque ;</li> <li>de canons à eau répartis pour couvrir les stocks tampons des halls amont et aval. Le débit est de 10 litres/min/m<sup>2</sup> pour une durée de fonctionnement de 40 minutes ;</li> <li>de rideaux d'eau sur les ouvertures de communication dans les murs coupe-feu entre les 3 halls. Ces rideaux d'eau assurent un degré coupe-feu équivalent à celui du mur ;</li> <li>un parc d'extincteurs mobiles appropriés au risque ;</li> <li>le local technique contenant les installations électriques HT et BT est protégé par une extinction automatique au gaz inerte ;</li> </ul> <p>Les canons à eau et déluges se déclenchent de manière automatique avec la détection incendie.</p>

La défense extérieure est constituée de :

Une réserve d'eau constituée au minimum de 180 m<sup>3</sup> au niveau du bassin de rétention des eaux de voirie avec une aire d'aspiration avec un poteau d'aspiration à proximité du bassin de rétention. Celle-ci devra être accessible par une voie engins et conforme aux dispositions du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) en vigueur dans le département de l'Allier ;

De deux poteaux incendie alimentés par le réseau de la ville fournissant chacun un débit d'au moins 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures et situés à moins de 200 m du risque à protéger avec une matérialisation des aires de stationnement des engins (8 m x 4 m) associées à chaque point d'eau incendie afin de garantir la vacuité des voies de circulation.

L'ensemble de ces dispositifs est capable de fonctionner de manière simultanée aux débits prescrits.

Un système de détection incendie par télésurveillance 24 h/24 est installé en complément de la surveillance interne pendant les horaires d'ouverture (téléphones pour alerter les secours). Ce système est équipé notamment de détecteurs de flamme à infrarouge de type IR3 dans les zones suivantes :

Hall amont :

1 détecteur pour chacune des 3 alvéoles de stockage (RB légers, DEA, DIB)

1 détecteur au niveau de la zone du stock vrac refus et du stock > 90 mm ;

1 détecteur au niveau de la zone de mélange et du broyeur ;

1 détecteur en surplomb de la trémie.

Hall process :

2 détecteurs à l'intérieur du carter du trommel ;

1 détecteur par compacteur ;

4 détecteurs afin de couvrir la totalité de la surface.

Hall aval :

1 détecteur au niveau de l'alvéole de stockage tampon.

En complément, des caméras thermiques sont implantées :

1 caméra dans chacun des 3 halls, en toiture, afin d'avoir une couverture générale de la zone ;

1 caméra par compacteur du hall process.

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, vérifiés et testés au moins une fois par an, repérés et facilement accessibles. Les rapports de ces vérifications sont consignés dans le dossier "installations classées" prévu. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

### **Constats :**

La défense intérieure est conforme à l'arrêté préfectoral.

Une cuve de 375 m<sup>3</sup> en extérieur permet d'alimenter l'ensemble du système (canon à eau, RIA, rideaux d'eau).

La défense extérieure mise en place est plus complète que celle de l'arrêté préfectoral (comme expliqué au point de contrôle n°5).

Concernant la détection incendie, des modifications ont été apportées par rapport à l'arrêté

préfectoral notamment sur le hall amont avec la réorganisation des stockages (voir points de contrôle n°3 et n°4). Globalement, la détection est plus complète que celle de l'arrêté préfectoral car l'ensemble des caméras proposent deux flux (vidéo et infrarouge) :

- Hall amont 4 angles de vue;
- Hall process 7 angles de vue dont 2 dans le carter du trommel;
- Hall aval 3 angles de vue.

Comme pour les lanterneaux de désenfumage, le déclenchement de l'extinction automatique nécessite à la fois une détection chaleur et une détection flamme.

Si l'un ou l'autre se produit, l'alarme retentit et une levée de doute est réalisée avant un éventuel déclenchement de l'extinction.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Plan de défense contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 6.3.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

Un plan de défense contre l'incendie est réalisé conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 décembre 2023 susvisé.

**Constats :**

La rédaction du plan est en cours.

Un rendez-vous sur site avec le SDIS est prévu en juin.

Des exercices incendie ont déjà eu lieu et un exercice avec le SDIS sera programmé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Le plan de défense contre l'incendie sera fourni.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 10 : Dépoussiérage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 2.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dépoussiérage

**Prescription contrôlée :**

Hall process :

Des modules de dépoussiérage canalisant les poussières et les réinjectant dans le processus de fabrication sont positionnés sur les équipements suivants :

- Sortie broyeur / entrée trommel ;
- Sortie du tri aéraulique / entrée séparateurs optiques ;
- Entrée granulateur.

Halls amont et aval :

Un système d'« atomisation » est mis en place. Il permet d'agglomérer les particules en suspension dans l'air, facilitant ainsi leur retombée au sol, par dispersion contrôlée d'eau dans l'air ambiant sous forme de micro gouttelettes de tailles variables suivant les besoins de la zone.

Par ailleurs, l'exploitant arrose la voirie autant que de besoin afin de prévenir les envols de poussière lors notamment des périodes estivales ou d'évènements venteux.

**Constats :**

Le système d'atomisation a été étendu au hall process. Tout le bâtiment est donc couvert par un abattement des poussières par atomisation.

Lors de l'inspection, une des portes du hall aval devait rester ouverte à la suite d'un endommagement. L'exploitant explique que le courant d'air généré dégrade l'efficacité du système en soulevant les poussières.

Le site est conçu pour fonctionner portes fermées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**La porte sera réparée à courte échéance.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Points de rejet atmosphérique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 2.1.2, 2.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Points de rejet atmosphérique

**Prescription contrôlée :**

N° de conduit	Installations raccordées	Autres caractéristiques
Conduit N° 1	Hall amont	Conduit permettant l'extraction de l'air chargé en poussières
Conduit N° 2	Hall amont	
Conduit N° 3	Hall process de tri	
Conduit N° 4	Hall process de tri	
Conduit N° 5	Hall aval	

L'air extrait par les 5 tourelles rentre dans les halls par des grilles à persiennes disposées en bas de la façade des bâtiments.

	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h
--	-------------------------------------

Conduit N° 1	20000
Conduit N° 2	20000
Conduit N° 3	20000
Conduit N° 4	20000
Conduit N° 5	22000

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

#### Constats :

Les 5 conduits ont bien été mis en place.

En revanche l'accès au toit n'est pas possible autrement que par la location d'une nacelle. Ce qui peut poser problème, notamment pour des contrôles inopinés.

Les rapports des premiers contrôles réglementaires de rejets atmosphériques permettront d'avoir un retour d'appréciation sur l'accessibilité et la sécurité ainsi que sur la conformité des points de mesure.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 12 : Séparation des réseaux, rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 3.2, 3.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Séparation des réseaux, rejets aqueux

#### Prescription contrôlée :

Le bassin versant global est de 26 359 m<sup>2</sup> et se découpe en :

- 426 m<sup>2</sup> pour le bâtiment administratif ;
- 3 947 m<sup>2</sup> pour les 3 halls de fabrication ;
- 21 986 m<sup>2</sup> pour le reste dont la voirie.

Les eaux captées par la toiture du bâtiment administratif sont dirigées vers une noue d'infiltration d'une surface de 15 m<sup>2</sup> en son fond, et une emprise de 107 m<sup>2</sup>, avec un débit d'infiltration d'environ 0,18 l/s.

Les eaux captées par la toiture des 3 halls de fabrication sont dirigées vers un bassin d'infiltration d'une surface de 150 m<sup>2</sup> en son fond, et une emprise de 280 m<sup>2</sup>, avec un débit d'infiltration d'environ 1,8 l/s.

Les eaux captées par la voirie et le reste du bassin versant, potentiellement polluées, sont dirigées

vers un bassin de rétention d'un volume total de 902 m<sup>3</sup> avec un débit de fuite de 6,6 l/s.

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux pluviales de toiture, eaux pluviales potentiellement polluées et eaux sanitaires.

Les procédés uniquement mécaniques et utilités ne consomment pas d'eau industrielle. Le site n'a pas de rejet d'eau industrielle usagée.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel ou récepteur Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	Eaux pluviales de toiture	Milieu naturel via la noue et le bassin d'infiltration	Infiltration sur place	
Pt N°2	Eaux pluviales potentiellement polluées	Réseau des eaux pluviales communal via le bassin de rétention et un séparateur d'hydrocarbures	Station de traitement des eaux de Saint-Pourçain-sur-Sioule	Convention de raccordement avec la STEP
Pt N°3	Eaux sanitaires issues du réseau d'eau potable communal	Réseau d'eaux usées communal	Station de traitement des eaux de Saint-Pourçain-sur-Sioule	

**Constats :**

Les eaux pluviales potentiellement polluées sont dirigées vers la STEP de Saint-Pourçain-sur-Sioule. La convention de rejet n'est pas encore établie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant transmettra la convention avec la STEP sous 3 mois.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective



<b>Proposition de délais : 3 mois</b>
---------------------------------------

**N° 13 : Surveillance bruit, mesure d'atténuation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 5.1.2, 5.1.5
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance bruit, mesure d'atténuation
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Une première mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dès la mise en service du site et une autre un an après cette mise en service. Cette mesure est également effectuée tous les 3 ans ou en cas de modification significative de l'organisation de la production.
---

La porte sectionnelle en façade nord du hall amont et celle en façade est du hall process restent fermées sauf pour le passage des engins.
--

Le broyeur installé dans le hall amont est un broyeur lent qui permet la réduction des émissions sonores et des vibrations.
---

<b>Constats :</b>
-------------------

Un devis est en cours pour effectuer la première mesure du niveau de bruit.
---

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
--

<b>La première mesure est réalisée sous 6 mois.</b>
---

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
--

<b>Proposition de délais :</b> 6 mois
---------------------------------------

**N° 14 : Centrale d'air comprimé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/10/2024, article 6.2.6
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Centrale d'air comprimé
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Une centrale de production d'air comprimé destinée à l'alimentation des consommateurs de la chaîne de tri des CSR sera mise en place dans le local technique dédié dans le hall process.
--

Le récipient de stockage d'air comprimé d'un volume de 3 000 L et d'une pression de service de 10,7 bar est soumis au suivi en service des équipements sous pression conformément à l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé.
---

Notamment, conformément au titre III de cet arrêté ministériel, ce récipient est soumis à contrôle de mise en service (CMS) et à déclaration de mise en service (DMS). Les CMS et DMS sont à réaliser avant la première mise en service de l'équipement.
--

<b>Constats :</b>
-------------------

3 récipients d'air comprimé sont installés dans le local technique du hall process.
---

Contrairement à ce qui était prévu, ils sont sous le seuil imposant un contrôle de mise en service
--

(CMS) fixé à 10000 bar.l: - 103*16=1648 (pour 2 cuves) - 900*11=9900 Aucun contrôle de mise en service n'est donc requis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 15 : Procédure en cas de défaut de tri

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédure en cas de défaut de tri
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2790 ou 2791 respectent les dispositions suivantes. I.-L'exploitant met en place une procédure pour identifier les éventuels déchets contenant des batteries et résultant d'un défaut de tri en amont de l'installation. Ces déchets sont refusés, ou triés et traités. II.-L'exploitant met en place une procédure de prévention et d'intervention en cas d'incendie résultant d'un défaut de tri des batteries en amont de l'installation. III.-Ces procédures sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Un incendie s'est déclenché durant le transport de la benne "ferraille" (recevant les refus de tri de type ferraille du hall process) depuis le site Celosia vers le site Epur de Cusset. Le chauffeur du camion a pris la décision de s'arrêter au plus proche et s'est dirigé vers l'ancien site Praxy de Cusset, à l'arrêt aujourd'hui. Depuis cet incident, l'exploitant du site Celosia a pris comme retour d'expérience de sortir la benne "ferraille" du hall process tous les soirs avant la fermeture. Une batterie lithium endommagée est peut-être à l'origine de cet incendie.  L'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 prescrit la mise en place de procédures dans le cas d'un défaut de tri de batteries.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de mettre en place les deux procédures décrites dans la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 16 : PAC admission ISDND des refus de tri

<b>Référence réglementaire :</b> Décision du Conseil du 19/10/2002, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PAC admission ISDND des refus de tri
<b>Prescription contrôlée :</b>

## Valeurs limites pour les déchets non dangereux

Les valeurs limites suivantes s'appliquent aux déchets non dangereux granulaires admis dans la même unité que des déchets dangereux stables et non réactifs; les valeurs de relargage cumulé sont calculées soit pour  $L/S = 2$  l/kg soit pour  $L/S = 10$  l/kg; le  $C_0$  est directement exprimé en mg/l (premier éluat de l'essai de percolation, avec  $L/S = 0,1$  l/kg). Les déchets granulaires comprennent tous les déchets non monolithiques. Les États membres déterminent les méthodes d'essai (point 3) et les valeurs limites correspondantes qu'il convient d'utiliser parmi celles figurant au tableau.

Composants	$L/S = 2$ l/kg	$L/S = 10$ l/kg	$C_0$ (essai de percolation)
	Matière sèche en mg/kg	Matière sèche en mg/kg	mg/l
As	0,4	2	0,3
Ba	30	100	20
Cd	0,6	1	0,3
Cr total	4	10	2,5
Cu	25	50	30
Hg	0,05	0,2	0,03
Mo	5	10	3,5
Ni	5	10	3
Pb	5	10	3
Sb	0,2	0,7	0,15
Se	0,3	0,5	0,2
Zn	25	50	15
Chlorure	10 000	15 000	8 500

Composants	$L/S = 2$ l/kg	$L/S = 10$ l/kg	$C_0$ (essai de percolation)
------------	----------------	-----------------	---------------------------------

	Matière sèche en mg/kg	Matière sèche en mg/kg	mg/l
Fluorure	60	150	40
Sulfate	10 000	20 000	7 000
COT sur éluat (*)	380	800	250
FS (fraction soluble) (**)	40 000	60 000	-

(\*) Si le déchet ne satisfait pas aux valeurs indiquées pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un rapport L/S = 10 l/kg et un pH compris entre 7,5 et 8. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 800 mg/kg (un projet de méthode fondé sur la prénorme européenne n°14429 est disponible).

(\*\*) Les valeurs correspondant à la FS peuvent être utilisées à la place des valeurs fixées pour le sulfate et le chlorure.

Les États membres définissent des critères pour les déchets monolithiques de manière à assurer pour ces déchets le même niveau de protection de l'environnement que celui qui est garanti par les valeurs limites susmentionnées.

#### Constats :

Le tri de la matière entrante dans la fabrication du CSR entraîne des refus de tri. Certains de ces refus peuvent bénéficier d'une valorisation matière (ferrailles, mélange de métaux non-ferreux et plastiques en mélange), d'autres refus de tri avec différentes granulométries (0/2mm ou >10mm) peuvent bénéficier d'une valorisation énergétique ou être enfouis en dernier recours.

Les UVE de Bayet et de Nevers reçoivent ces derniers pour valorisation énergétique et les ISDND Gaïa de Cusset et Puy-Long de Clermont-Ferrand pour enfouissement.

Le VALTOM, exploitant de Puy-Long, a demandé des analyses par lixiviation de ces refus de tri à enfouir et il a été constaté qu'ils dépassaient certains seuils d'acceptation (COT et HC) notamment vis-à-vis de la décision du conseil du 19 décembre 2002 établissant des critères et des procédures d'admission des déchets dans les décharges, conformément à l'article 16 et à l'annexe II de la directive 1999/31/CE.

Praxy Développement a travaillé avec le VALTOM pour proposer à la DREAL un porter-à-connaissance comportant une série de mesures visant à corriger cet écart d'acceptation en ISDND. Notamment, le mix entre DIB / RB / DEA va être révisé pour réduire la part de RB concentrant le plus les paramètres COT et HC.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

**L'exploitant tiendra l'inspection informée du résultat des analyses sur le nouveau mix.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois